

Madagascar et la SADC dans l'impasse

L'Express – Courrier des lecteurs - André Rasolo (CNOSC)

Beaucoup de malgaches se posent des questions sur la capacité de la SADC à trouver une solution viable et durable à la crise. Exceptée la médiation dirigée par le Président Chissano qui a pu concrétiser l'accord de Maputo signé en aout 2009 par les quatre chefs de mouvance, la SADC a montré son incohérence interne et les limites de sa connaissance de la situation malgache. Depuis octobre 2011, elle observe un silence significatif.

Après l'accord de Maputo, le Président Chissano s'est fait représenter à Antananarivo par le Dr Simao. Celui-ci a créé les dix entités politiques signataires de la feuille de route, dont certaines sont composées de groupuscules n'ayant aucune légitimité. Par ailleurs, le Dr Simao, sans avoir organisé une seule consultation ouverte, a rédigé sa feuille de route dans une pièce fermée comme s'il était un expert à la solde de la Haute autorité de l'État. À partir de là, rien n'allait plus.

La TROIKA de la SADC conduite par Fransman n'a pu corriger toutes les erreurs de Simao soutenu par le Secrétaire Exécutif Salomao, même si elles sont en contradiction totale avec les décisions des Chefs d'État de la SADC réunis à Sandton. À part l'article 20 concernant le retour sans condition de Ravalomanana, rien n'a été explicitement corrigé. On comprend l'attitude de Fransman ménageant ses collègues au sein de la SADC, mais agir avec un tel état d'âme, c'est entraîner Madagascar dans une sortie de crise plus que nébuleuse.

Fransman donne à présent l'impression de démissionner. L'Ambassadeur de l'Afrique du Sud lui même, au terme de sa mission, a fait ses valises. Il est parti sur la pointe des pieds, il y a deux semaines.

La solution de sortie de crise malgache ne peut revenir qu'aux malgaches. L'initiative d'organiser une rencontre entre les représentants des forces vives avec les trois anciens Présidents de la République et le Président de la HAT est une bonne initiative. La Communauté Internationale devrait l'appuyer. Elle va, d'ailleurs, dans le sens de l'article premier de la feuille de route.

Cependant une partie de la Communauté Internationale reste sceptique sur cette initiative sans donner ses arguments. Depuis trois ans que la Communauté Internationale nous a accompagnés à sortir de la crise, nous ressentons que celle-ci devient de plus en plus aiguë. La Communauté Internationale se contente d'une application très superficielle des principes de consensualité, d'inclusivité et de neutralité qui nous conduit vers l'impasse.

Ce n'est pas pour la première fois que Madagascar a connu un régime de transition, mais cette fois-ci, la Communauté Internationale n'a pas donné aux malgaches les possibilités de régler eux-mêmes leurs problèmes.

Malgré la mise en place d'un gouvernement dit d'union nationale, malgré l'élargissement du CT et CST jusqu'à plus de six cent membres, plusieurs signes montrent que Madagascar va traverser une zone de turbulence de tous les dangers. Arrêtons la fuite en avant.

Annoncée comme l'année des élections, 2011 a tourné la page sans qu'il n'y ait eu une élection. En effet, on ne s'amuse pas à organiser des élections sur un terrain miné. Mettons-nous autour d'une table pour établir ensemble les conditions favorables en vue d'organiser des élections crédibles.

Il est impossible d'aller vers des élections dans un climat politique et social aussi tendu si on veut éviter une nouvelle crise. Mais il est évident que seules les élections peuvent trancher le conflit actuel et ramener Madagascar à l'ordre constitutionnel. Au préalable, créons un processus dynamique du pardon et de réconciliation, gage de notre volonté de vouloir vivre ensemble.